

1555 EST+  
EURCOM WSH

21877 COMEU B  
21877 COMEU B

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - IMP. DIF. S.G.  
A : BUREAU C.E. - WASHINGTON  
REF: 21:55 13-11-81 000131158 - 000131920

432

DUPLICATA POSSIBLE

TLX REF NR 311961/SG B 12/106

	3													
	RIC	HW	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	MMB	C.F.	
1	TR.	I.S.	FIN.	AGR.	ENE.	R.D.	ADM.	S.A.						

TELEX HEBDOMADAIRE NR 62 DU 13.11.81 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

-----  
CONSEIL ''AFFAIRES GENERALES '' (16-17.11)  
-----

LE CONSEIL ''AFFAIRES GENERALES'' SE REUNIRA A BRUXELLES EN VUE DE LA PREPARATION DE LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL EUROPEEN DES 26 ET 27 NOVEMBRE, QUI SE TIENDRA A LONDRES.

LES MINISTRES SE CONSACRERONT PARTICULIEREMENT A L'EXAMEN DU DOSSIER RELATIF AU ''MANDAT DU 30 MAI'', QUI CONSTITUE LE THEME PRINCIPAL DU PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN. A CET EFFET, LA PRESIDENCE A DIFFUSE UN PROJET DE CONCLUSIONS SUR LE ''MANDAT'' QUI SERA DISCUTE AU CONSEIL ''AFFAIRES GENERALES''.

TOUJOURS DANS LA PERSPECTIVE DU CONSEIL EUROPEEN, LES MINISTRES EXAMINERONT UN PROJET DE CONCLUSIONS CONCERNANT LES NEGOCIATIONS LIEES A L ADHESION DU PORTUGAL ET DE L'ESPAGNE.

LE TROISIEME POINT PORTE A L'ATTENTION DES MINISTRES CONCERNE L UNION EUROPEENNE : OUTRE LES RAPPORTS ANNUELS PRESENTES RESPECTIVEMENT PAR LA COMMISSION ET PAR LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES, LE CONSEIL SERA SAISI DES INITIATIVES ITALIENNE ET ALLEMANDE A CE SUJET.

A L'ISSUE DE LA SESSION DU CONSEIL, LES MINISTRES SE RENDRONT A STRASBOURG POUR UNE RENCONTRE AVEC LE PARLEMENT EUROPEEN.

2. AFFAIRES INTERIEURES

-----  
2.1 CONSEIL ''TEXTILE '' (10.11)  
-----

LE CONSEIL N'A PU FINALISER LA POSITION COMMUNAUTAIRE POUR LA REPRISSE DES NEGOCIATIONS AMF A GENEVE LE 18 NOVEMBRE. UNE NOUVELLE SESSION DU CONSEIL POUR METTRE AU POINT LES DIRECTIVES DE NEGOCIATIONS A LA COMMISSION EST CONVOQUEE LE 17 NOVEMBRE.

DES RAPPROCHEMENTS SIGNIFICATIFS DANS LES POSITIONS DES ETATS MEMBRES ONT ETE OBTENUS DANS LE CONSEIL.

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

LA COMMISSION A DÉCLARÉ AU TERME DU DÉBAT QU'ELLE DISPOSAIT D'ÉLÉMENTS SUFFISANTS POUR FAIRE DES PROPOSITIONS CONCRÈTES AVANT LA PROCHAÎNE SESSION.

## 2.2 CONSEIL "RECHERCHE" (9.11)

-----

LE CONSEIL A RÉSERVÉ UN ACCUEIL LARGEMENT FAVORABLE À LA STRATÉGIE GLOBALE QUE LA COMMISSION A PROPOSÉ D'AMORCER VIS-À-VIS DE LA R. ET D. COMMUNAUTAIRE, DANS LE CONTEXTE DU MANDAT DU 30 MAI. LA COMMISSION A ÉTÉ INVITÉE À PROGRESSER DANS L'APPROCHE GÉNÉRALE AINSI AGRÉÉE. DES PROPOSITIONS CONCRÈTES DEVRONT ÊTRE AVANCÉES SUR LA CONCEPTION D'UN PROGRAMME-CADRE DEVANT GLOBALISER, À LONG TERME, LES OBJECTIFS À POURSUIVRE, SUR LA MANIÈRE DE FAIRE JOUER À LA COMMUNAUTÉ UN RÔLE CATALYSEUR DES MOYENS HUMAINS ET FINANCIERS DES ÉTATS MEMBRES ET SUR LES LIENS QU'IL EST NÉCESSAIRE D'ÉTABLIR ENTRE LA R. ET D. ET L'INDUSTRIE NOTAMMENT.

LE DÉBAT D'ORIENTATION QUI A EU LIEU A LARGEMENT SOULIGNÉ LA HAUTE QUALITÉ DES EFFORTS DÉPLOYÉS PAR LA COMMISSION DANS CE DOMAINE. LA NOUVELLE APPROCHE AINSI ARRÊTÉE AURA POUR CONSÉQUENCE QUE LA R. ET D. COMMUNAUTAIRE POURSUIVE À L'AVENIR DES ACTIVITÉS ADDITIONNELLES QUI REQUERRONT SANS DOUTE L'ALLOCATION DE RESSOURCES SUPPLÉMENTAIRES (LA COMMISSION A PROPOSÉ LE DOUBLEMENT DE L'EFFORT BUDGÉTAIRE ACTUEL D'ICI 1986).

## 2.3 DÉBAT BUDGÉTAIRE PARLEMENT (2/6.11)

-----

LE PARLEMENT A DÉBATTU EN PREMIÈRE LECTURE DU PROJET DE BUDGET POUR 1982. LES AMENDEMENTS VOTÉS ONT AMENÉ UN DÉPASSEMENT DE LA MARGE DES DNO.

LE PARLEMENT A PRATIQUÉMENT RETABLI L'ENSEMBLE DU TITRE 9 DE L'AVANT-PROJET. IL A AUGMENTÉ LES CRÉDITS DE CERTAINS POSTES NOTAMMENT :

ART. 924 - AIDE ALIMENTAIRE AUTRE PRODUITS (DE 5 MECUS EN PAIEMENT DANS L'A.P. À 8,9 MECUS EN PAIEMENT).

POSTE 9203 - PROGRAMME DE L'EXERCICE POUR LE RIZ (DE 32,7 MECUS EN PAIEMENT DANS L'A.P. À 42,51 MECUS EN PAIEMENT).

POSTE 9204 - RÉSERVE D'URGENCE (DE 0 DANS L'A.P. À 3 MECUS EN PAIEMENT ET 6 MECUS EN ENGAGEMENT).

ART. 933 - COOPÉRATION PVD DOMAINE DE L'ÉNERGIE (DE 0 DANS L'A.P. À 1,5 MECUS EN PAIEMENT ET 20 MECUS EN ENGAGEMENT).

## 2.4 FONDATION EUROPÉENNE

-----

LA PRÉSIDENTE A DONNÉ MANDAT AU GROUPE "AFFAIRES GÉNÉRALES" D'EXAMINER LES NOUVELLES PROPOSITIONS FRANÇAISES POUR LA REPRISE DU DOSSIER "FONDATION EUROPÉENNE".

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global Communications

Global

### 3. RELATIONS EXTERIEURES

-----

#### 3.1 USA : TRIGGER PRICES ACIER

-----

LE CONSEIL "AFFAIRES GENERALES" DU 10 NOVEMBRE - SUR BASE D'UN EXPOSE DE M. DAVIGNON - A DONNE SON PLEIN APPUI A L'ACTION ENTREPRISE PAR LA COMMISSION AUPRES DES AUTORITES AMERICAINES EN VUE D'ARRIVER A UNE SOLUTION SUITE A L'INTENTION DU DEPARTEMENT DU COMMERCE AMERICAIN D'ENTAMER UNE PROCEDURE VISANT A IMPOSER DES DROITS COMPENSATOIRES SUR LES EXPORTATIONS D'ACIER EN PROVENANCE DE FRANCE ET DE BELGIQUE. LES AUTORITES AMERICAINES ONT ACCEPTE LA DEMANDE DE LA COMMUNAUTE D'AVOIR DES DISCUSSIONS AU NIVEAU DES EXPERTS SUR LE PROBLEME DES EXPORTATIONS D'ACIER EUROPEEN VERS LES ETATS-UNIS DANS LE CONTEXTE DU CODE DES SUBSIDES DU GATT, LE 13 NOVEMBRE 1981 A GENEVE.

#### 3.2 JAPON : SYMPOSIUM (TOKYO 5/6.11)

-----

A L'INITIATIVE DU MITI JAPONAIS ET DE LA COMMISSION, UN IMPORTANT SYMPOSIUM A REUNI LES 5 ET 6 NOVEMBRE A TOKYO DES INDUSTRIELS DE HAUT NIVEAU JAPONAIS ET EUROPEENS.

MM. TANAKA ET DAVIGNON ONT OUVERT PUIS CONCLU CETTE MANIFESTATION. L'ENSEMBLE DES RELATIONS EUROPE-JAPON Y A ETE EVOQUE AVEC UN ACCENT PARTICULIER SUR LES POSSIBILITES DE COOPERATION INDUSTRIELLE.

M. DAVIGNON, ACCOMPAGNE DE SIR ROY DENMAN, A PU RENCONTRER LA PLUPART DES PERSONNALITES DU GOUVERNEMENT JAPONAIS COMPETENTES POUR LES RELATIONS EUROPE-JAPON. UN GROUPE DE FONCTIONNAIRES DE LA COMMISSION A EU DES CONVERSATIONS DE TRAVAIL AVEC SES HOMOLOGUES JAPONAIS DURANT LA SEMAINE DU 9 AU 13 NOVEMBRE.

M. DAVIGNON A FAIT PART DE SES IMPRESSIONS PERSONNELLES AU COURS DE LA REUNION DU COREPER DU 12 NOVEMBRE. IL PENSE QUE MALGRE LE FAIT QUE LE JAPON SOIT DESORMAIS BIEN INFORME DE LA SITUATION EN EUROPE, IL NE SEMBLE PAS ENCORE PRET A PRENDRE IMMEDIATEMENT LES MESURES CONCRETES PROPRES A REDRESSER LA BALANCE COMMERCIALE (QUI RISQUE D'ETRE DEFICITAIRE DE 15 MILLIARDS DE DOLLARS AU DETRIMENT DE L'EUROPE CETTE ANNEE). M. DAVIGNON ESTIME QUE LA SOLUTION A CE PROBLEME POURRAIT SE TROUVER AU NIVEAU POLITIQUE.

#### 3.3 TURQUIE

-----

LORS DE LA REUNION DE LA COMMISSION DU 11 NOVEMBRE 1981, M. HAFERKAMP A FAIT UNE COMMUNICATION ORALE SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION EN TURQUIE.

LA COMMISSION EST CONVENUE DE PROCEDER A DES ECHANGES DE VUES AVEC LES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES EN MARGE DE LA PROCHAINE SESSION DU CONSEIL. ELLE Y RECUEILLERA NOTAMMENT DES INFORMATIONS SUR LA RECENTE VISITE DE M. GENSCHER EN TURQUIE. LA COMMISSION REPRENDRA ENSUITE SES DELIBERATIONS SUR LE QUATRIEME PROTOCOLE FINANCIER.

### 3.4 YOUGOSLAVIE

-----  
A LA SUITE DE LA REUNION DU CONSEIL DES 26 ET 27 OCTOBRE 1981, UN SEMBLANT D'ACCORD S'ESQUISSAIT AU COREPER DU 12 NOVEMBRE SUR LE TEXTE DU REGLEMENT QUE LA COMMUNAUTE POURRAIT PRENDRE, A TITRE AUTONOME, POUR REDUIRE LE PRELEVEMENT APPLICABLE A L'IMPORTATION DE BABY-BEEF. CES MESURES SONT VALABLES POUR UN AN, SOUS RESERVE DE REVISION.

L'ACCORD QUI SEMBLAIT POUVOIR SE DEGAGER S'EST HEURTE AUX RETICENCES D'UNE DELEGATION. LE DOSSIER SERA REPRIS A HUITAINE.

### 3.5 CHYPRE

-----  
UNE MISSION DE LA COMMISSION S'EST RENDUE A CHYPRE DU 3 AU 7 NOVEMBRE. CETTE MISSION CONCERNAIT UN PROJET D'INFRASTRUCTURE D'HYGIENE PUBLIQUE POUR LA VILLE DE NICOSIE QUI DOIT ETRE MIS EN OEUVRE DANS LE CADRE DU PROTOCOLE FINANCIER ET QUI DOIT BENEFICIER AUX DEUX COMMUNAUTES DE L'ILE. LES AUTORITES CHYPRIOTES ONT EGALEMENT EVOQUE LES PROBLEMES COMMERCIAUX EN SUSPENS, NOTAMMENT LA DEFINITION DU REGIME COMMERCIAL POUR LES ANNEES 1982/1983.

### 3.6 ISRAEL

-----  
M. SIMHA EHRLICH, VICE-PREMIER MINISTRE ET MINISTRE DE L'AGRICULTURE D'ISRAEL, A RENCONTRE LE 9 NOVEMBRE A BRUXELLES, LE PRESIDENT THORN AINSI QUE MM. NATALI, HAFERKAMP ET DALSAGER. LA QUESTION DE L'ELARGISSEMENT DE LA COMMUNAUTE ET DE SES CONSEQUENCES POUR LES DEBOUCHES COMMERCIAUX TRADITIONNELS D'ISRAEL EN EUROPE A ETE AU CENTRE DES ENTRETIENS. M. EHRLICH A DE NOUVEAU EXPRIME LES PREOCCUPATIONS DE SON GOUVERNEMENT EN LA MATIERE ET DEMANDE L'OUVERTURE DE CONSULTATIONS AVEC LA COMMUNAUTE.

### 3.7 ACIER : VOLET EXTERNE

-----  
-A COMMISSION A TRANSMIS AU CONSEIL UNE COMMUNICATION RELATIVE AU VOLET EXTERNE DE LA POLITIQUE SIDERURGIQUE POUR 1982. CETTE COMMUNICATION DEFINIT L'OBJET, LA PROCEDURE ET LES ELEMENTS ESSENTIELS DES NEGOCIATIONS QUE LA COMMISSION DEVRA ENGAGER AVEC LES PAYS TIERS POUR 1983, NOTAMMENT UNE PROROGATION POUR 1982 DES MESURES EXTERNES DEJA EN VIGUEUR COMPORTANT DES ARRANGEMENTS

AVEC UNE SERIE DE PAYS TIERS FOURNISSEURS DE PRODUITS SIDERURGIQUES ET UN REGIME DE PRIX DE BASE POUR LES PAYS AVEC LESQUELS IL N'A PAS ETE CONCLU D'ARRANGEMENT.

4. QUESTIONS INSTITUTIONNELLES ET DIVERSES

RELATIONS PARLEMENT/CONSEIL

L'APRES-MIDI DU 16 NOVEMBRE, LES MEMBRES DU CONSEIL "AFFAIRES GENERALES" AURONT UNE RENCONTRE AVEC LE PARLEMENT EUROPEEN (PRESIDENT, PRESIDENTS DES GROUPES ET PRESIDENTS DES COMMISSIONS) AU COURS DE LAQUELLE SERONT ABORDEES DIFFERENTES QUESTIONS TELLES QUE LA VENUE DES MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES AU P.E., LA PROCEDURE DE CONCERTATION, LE POUVOIR D'INTERROGATION DU CONSEIL PAR LE P.E., LA PRISE EN CONSIDERATION DES AVIS DU P.E., LE SIEGE ET LES STATUTS DES PARLEMENTAIRES.

CETTE RENCONTRE EST INFORMELLE ET CONSTITUE LE PREMIER EXEMPLE D'UN RAPPROCHEMENT ENTRE LES DEUX INSTITUTIONS PRECONISE DANS LE RAPPORT DES "TROIS SAGES" ET FORTEMENT SOUHAITE PAR LE P.E. LA COMMISSION SERA REPRESENTEE PAR M. THORN ACCOMPAGNE DE M. ANDRIESEN.

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR  
NNNN

\*  
EURCOM WSH

21877 COMEU B